

« Cela fait des années que l'on alerte sur un syndrome France Télécom » : à la Direction des finances publiques, une série de suicides qui interroge

Douze agents dépendant de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) se sont suicidés à travers la France, depuis le début de l'année. Alors qu'une réunion d'urgence sur la situation est prévue mercredi 9 juillet, Nadia Djiab, co-secrétaire de la section CGT Finances publiques à Paris, voit dans cette série noire les conséquences de conditions de travail devenues délétères.

[Social et Économie](#)

4min

Publié le 8 juillet 2025

[Hayet Kechit](#)



Pour Nadia Djiab, co-secrétaire de la section CGT Finances publiques à Paris, ces suicides sont clairement le symptôme de conditions de travail dégradées, de la réorganisation constante et des suppressions de postes imposées aux agents au cours des dernières années.

© KERMALO/REA

En six mois, douze agents de la [Direction générale des finances publiques \(DGFIP\)](#), une administration dépendant du ministère de l'Économie et des Finances, se sont donné la mort, et huit ont tenté de le faire, selon les chiffres de Bercy. Une réunion sur la situation doit se tenir mercredi 9 juillet pour identifier si ces morts brutales sont liées au travail.

Pour Nadia Djiab, co-secrétaire de la section CGT Finances publiques à Paris, ces suicides sont clairement le symptôme de conditions de travail dégradées, de la réorganisation constante et des suppressions de postes imposées aux agents au cours des dernières années. De 2008 à 2024, plus de 30 000 emplois ont ainsi été supprimés, représentant un quart des effectifs totaux de la DGFIP, auxquels s'ajoute la perte de 550 postes prévue dans le budget pour 2025.

Avez-vous pu percevoir des signaux d'alerte laissant présager cette vague de suicides ?

Cela fait des années que la DGFIP est en [réorganisation incessante](#) avec des suppressions massives d'emplois. Les agents sont soumis à un changement permanent de cadre et d'organisation du travail, sur fond de politique immobilière de ventes de sites qui provoque une densification dans l'espace de travail. Le tout couplé à un management souvent maltraitant, source d'un mal-être grandissant.

Sur le même thème



[Lancement des déclarations d'impôts : derrière « le monde merveilleux » vanté par Bercy, le mal-être grandissant des agents des Finances publiques](#)

Cette série noire était malheureusement prévisible. Il faut savoir que le contrat dit « objectif moyen » qui fixe la politique de la DGFIP avait prévu en 2025 une année blanche en termes de suppression d'emploi. Signe que la direction générale avait reconnu qu'on était allés trop loin. Et bien, avec [le budget Bayrou](#), rebelote, on nous a de nouveau imposé 550 suppressions d'emploi !

Le ministère des Finances se veut toujours plus exemplaire que les autres en la matière. Donc, on absorbe systématiquement le plus de suppressions de postes. Cela fait des années que l'on alerte sur un syndrome France Télécom aux Finances publiques et nous sommes désormais en plein dedans, avec des cas qui se multiplient, sans compter le nombre de tentatives de suicides dont on n'a pas eu connaissance.

Sur le même thème



[« La consigne est de décourager les gens de venir » : aux impôts, la mort programmée des guichets d'accueil](#)

Selon vous, il est donc certain que ces douze suicides en six mois soient liés à une souffrance professionnelle ?

Tout n'est certainement pas lié au travail et il est toujours compliqué de trouver une cause unique dans ces situations. Mais il y a des signaux évidents qui montrent les effets délétères de nos conditions de travail. Au-delà des suicides, beaucoup de collègues décèdent prématurément et, la plupart du temps, il apparaît qu'ils avaient rencontré des difficultés professionnelles. Le DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels – N.D.L.R.) et les observatoires internes à la DGFIP sont aussi des alertes.

Les résultats du DUERP qui a été réalisé au sein de la Direction régionale des Finances publiques de Paris sont à cet égard accablants car ils révèlent un taux supérieur à 50 % de risques psychosociaux. En fait, le service public ne tient plus qu'à la bonne volonté des agents. Et ils sont fatigués. Ce sont des agents qui, à titre d'exemple de cette dégradation, ne s'autorisent même plus à être malades car ils ne sont désormais plus payés qu'à 90 % de leur rémunération quand ils sont en arrêt maladie.

Sur le même thème



[Lancement des déclarations d'impôts : derrière « le monde merveilleux » vanté par Bercy, le mal-être grandissant des agents des Finances publiques](#)

Qu'attendez-vous de la réunion de mercredi sur le sujet ?

Des réunions avec des chefs de service qui servent un plan de communication, ce n'est pas ce qu'on demande. Nos préconisations sont connues de longue date. Si on n'arrête pas la saignée dans les emplois, s'il n'y a pas une réelle prise en compte des signalements sur les encadrements maltraitants, à travers une procédure pour empêcher que cette maltraitance se développe, si les conditions ne sont pas là pour redonner du sens au travail des agents, nous devons nous attendre à une fuite en avant.